

Ayaz GOJAYEV

Délégué permanent par intérim
de la République d'Azerbaïdjan auprès de l'UNESCO

AZERBAÏDJAN

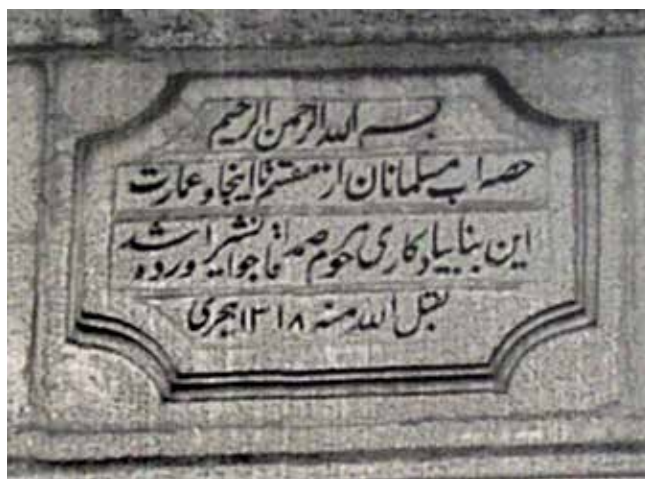
PAYS PROTECTEUR DU

PATRIMOINE CULTUREL

Le président de la République d'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, a toujours encouragé la préservation et de la restauration des monuments culturels et historique du pays. Dès le début de la nouvelle escalade du conflit arméno-azerbaïdjanais, le 27 septembre 2020, le Président Ilham Aliyev est revenu de nouveau sur cette question. En effet, dans son discours du 4 octobre 2020, il a assuré : « Nous allons restaurer toutes les villes. Nous allons restaurer toutes nos mosquées détruites par les Arméniens. La vie reviendra dans ces régions. Nous avons mis fin aux tentatives des Arméniens de changer nos noms historiques, de falsifier l'histoire et, en même temps, d'effacer le

patrimoine historique et culturel du peuple azerbaïdjanais. Les noms historiques de nos lieux d'habitation sont en cours de restauration et seront réhabilités... » (...) « Pendant des siècles, les Azerbaïdjanais ont vécu, construit et édifié la ville de Choucha. Choucha est une perle non seulement de l'Azerbaïdjan, mais de tout le Caucase. Cependant, en occupant Choucha, l'ennemi a porté un grand coup à notre patrimoine culturel, détruit nos monuments historiques, détruit nos mosquées et nous a offensé. Nous sommes maintenant de retour à Choucha. Nous allons restaurer tous nos monuments historiques, toutes les mosquées, et après 28 ans, l'appel à la prière pourra de nouveau s'entendre à Choucha ».

Source dans la ville de Choucha au Karabakh, construite aux frais de la fille du dernier khan du Karabakh, la poétesse Khourchidbanou Natavan. Premier point d'eau de la ville. Prise de vue, 1980.



Source de Khourchidbanou Natavan dans la ville de Choucha. Après l'occupation arménienne de la ville, en 1992, l'inscription a été remplacée et le monument a été falsifié.



La Première vice-présidente de la République d'Azerbaïdjan, Mehriban Aliyeva, ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO qui a reçu le 30 juin 2019 à Bakou la Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, à l'occasion de la 43e session du Comité du patrimoine mondial de l'Organisation, avait dit : « La protection du patrimoine culturel, historique et religieux était déjà devenue l'une des priorités de la politique publique d'Azerbaïdjan, après la restauration de son indépendance. »

Le patrimoine culturel d'un peuple constitue l'un des principaux éléments constitutifs de son identité nationale. C'est dans cet esprit que la République d'Azerbaïdjan mène une politique culturelle approfondie et déterminée pour préserver son patrimoine culturel afin de le transmettre aux générations futures. Dans cette perspective, grâce aux activités inlassables de Mehriban Aliyeva, plusieurs exemples de la culture azerbaïdjanaise ont été intégrés sur la liste des patrimoines culturels matériels et immatériels de l'UNESCO. L'Azerbaïdjan, berceau de la diversité culturelle et religieuse, porte, de la même manière, une grande attention à la préservation des monuments historique et religieux dans d'autres régions du monde, partant de l'idée que tous les patrimoines, ont un caractère universel et appartiennent ainsi à l'humanité. À ce titre, le soutien financier de l'Azerbaïdjan, de la Fondation Heydar Aliyev, apportés aux restaurations de différents monuments culturels et religieux en France, en Italie, en Allemagne, en Russie, etc., en sont des exemples visibles.

Malheureusement, face à cette bonne volonté de la République de d'Azerbaïdjan, l'Arménie a pris la position opposée et commis des actes de vandalisme contre le patrimoine culturel et historique dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan.

Au cours des 30 dernières années, l'Arménie a mené une politique systématique de négation des racines historiques et culturelles azerbaïdjanaïses dans ces territoires occupés en vue de consolider les principes de l'utilisation illégale de la force et de la pratique notoire du nettoyage ethnique. L'objectif évident de l'Arménie était d'effacer et de réfuter, les preuves culturelles, historiques et scientifiques de la présence millénaire du peuple azerbaïdjanais dans ces territoires afin d'obtenir, à terme, leur annexion.

Les activités illégales de l'Arménie dans le Haut-Karabakh ainsi que dans sept régions voisines, territoires occupés d'Azerbaïdjan, visent, entre autres, à corrompre le caractère historique et culturel de ces territoires. Cela inclut la destruction illégale du patrimoine culturel, le pillage des biens culturels, les fouilles archéologiques illégales. Cibler le patrimoine culturel équivaut à un crime de guerre, conformément au célèbre jugement de la Cour pénale internationale sur l'affaire Al-Mahdi en 2016 (*le 27 septembre 2016, la Cour pénale internationale a reconnu Ahmad al-Mahdi coupable de crimes de guerre pour avoir dirigé intentionnellement des attaques contre dix des monuments les plus importants et les plus célèbres de Tombouctou (Mali), ville inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1988*).

En effet, l'Arménie s'est engagée dans des actions systématiques visant à modifier le caractère et les origines des monuments historiques culturels dans les territoires occupés, notamment par des fouilles illégales. Par exemple, les activités dites « de restauration », menées par l'Arménie dans la mosquée de Yukhari Govhar Agha et la forteresse historique de la ville aujourd'hui libérée de Choucha, sont une tentative de modifier leur caractère culturel et historique en les présentant comme des



Khudaferine et d'autres ponts du Karabakh, sur des timbres-poste arméniens, ont été présentés comme des monuments de l'architecture arménienne bien qu'ils soient situés sur les terres occupées d'Azerbaïdjan et qu'ils soient des monuments de l'architecture azerbaïdjanaise.

« monuments de la culture iranienne ». Ou bien encore, le pont historique de Khudaferine, tout récemment libéré, au mois d'octobre 2020, après 28 ans d'occupation. Ce pont de Khudaferine, qui se situe dans la région de Djabraïl et relie l'Azerbaïdjan à l'Iran, n'a aucun lien historique avec l'Arménie. Malgré cela, l'Arménie a tenté d'usurper son identité azerbaïdjanaise et de le présenter comme un monument arménien en publiant son image sur sa propre monnaie en 2004, et, sur un timbre-poste en 2018. Le but était de le faire reconnaître illégalement et illégitimement, sur le plan international, comme un

héritage arménien. La tentative de manipulation a été vaine et les Arméniens doivent en tirer la leçon.

La destruction systématique et délibérée par l'Arménie, ou l'altération du caractère identitaire et culturel du patrimoine historique dans les territoires azerbaïdjanais occupés, a été documentée par les missions d'enquête de l'OSCE en 2005 et 2010.

Des images satellites et des rapports des médias internationaux attestent également que les activités illégales et illégitimes de l'Arménie, concernant le patrimoine culturel indigène azerbaïdjanais dans les territoires occupés, représentent une violation claire et flagrante du droit international, en particulier de la Convention de La Haye de 1954 de l'UNESCO pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et de ces deux protocoles, ainsi que de la résolution 2347 (2017) du Conseil de sécurité des Nations unies.

L'Azerbaïdjan a largement informé la communauté internationale, y compris l'UNESCO et ses organes

Khudaferine et d'autres ponts du Karabakh, sur des timbres-poste arméniens, ont été présentés comme des monuments de l'architecture arménienne bien qu'ils soient situés sur les terres occupées d'Azerbaïdjan et qu'ils soient des monuments de l'architecture azerbaïdjanaise.





Sur le billet de 10 Drams arménien, les monuments azerbaïdjanais du Karabakh occupé sont représentés comme des « monuments de l'Arménie » : sur la face avant il y a le monastère albanais Khudavang, et au le dos, le pont Khudaferine.

compétents, des activités illégales et illégitimes de l'Arménie, ce qui constitue par essence un crime de guerre, qui doivent être résolument condamnées.

Il est particulièrement préoccupant que les biens culturels, représentants uniques et originaux de la culture azerbaïdjanaise multinationale et multiconfessionnelle, soient délibérément visés.

En raison de bombardements récents perpétrés par l'armée arménienne sur la ville de Gandja, un mausolée du XIIIe siècle, construit à la mémoire du grand Cheikh Babi Yagub (véritable sanctuaire sacré pour le peuple azerbaïdjanais inscrit à l'inventaire national du patrimoine culturel de l'Azerbaïdjan), un Musée d'Histoire-ethnographie de la région de Fuzouli, ainsi que de nombreux bâtiments de grande importance historique et culturelle, tels que le lycée historique pour hommes de Gandja (*Ganja Gymnasium*, numéro d'inventaire 3838), construit en 1881 et qui était l'alma mater des fondateurs de la République démocratique d'Azerbaïdjan de 1918, la mosquée Imamzade du IXe siècle ou encore l'église orthodoxe Alexandre Nevski du XIXe siècle, ont été gravement endommagés. Pire encore, l'armée



occupante arménienne a détruit dans les territoires occupés les mosquées, des lieux de culte saints, ou bien les ont transformées en étables pour animaux de ferme. C'est une véritable offense !

Eu égard aux déclarations du Président Ilham Aliyev et de la Première vice-présidente Mehriban Aliyeva, tous les monuments historiques, culturels et religieux seront restaurés dans les territoires libérés des occupants arméniens et nous allons assister à la renaissance de l'héritage culturel de l'Azerbaïdjan, à l'instar du pont de Khudaferine ou de la forteresse de Choucha qui viendront enrichir l'inventaire du Patrimoine Mondial de l'UNESCO. J'en suis convaincu ! ✨